



**Marché de prestations d'inventaire physique et de rapprochement
physico-comptable des biens meubles et immeubles de l'Office
Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Numéro de consultation : 25 91-00

Procédure de passation : MAPA

Pouvoir adjudicateur :
Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)
44 Rue Bargue
75 732 Paris cedex 15
Tél : 01 53 63 51 21
Courriel : marches.dab@ofii.f

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHÉ	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Procédure de passation	4
1.3 Forme du marché	4
1.4 Allotissement.....	4
1.5 Délai d'exécution	4
1.6 Durée du marché.....	4
1.7 Prestations similaires.....	4
1.8 Lieu d'exécution.....	5
ARTICLE 2. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	5
2.1. Cotraitance	5
2.2. Sous-traitance.....	5
ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4. PRIX	5
4.1 Forme des prix	5
4.2 Révision des prix	6
ARTICLE 5. REGLEMENT DES COMPTES	6
5.1 Mode de règlement	6
5.2 Présentation des demandes de paiement.....	6
ARTICLE 6. AVANCE	7
ARTICLE 7. ENGAGEMENT DES PARTIES	7
7.1 Obligation de confidentialité.....	7
7.2 Obligations générales du titulaire.....	8
7.3 Obligations générales de l'OFII.....	8
ARTICLE 8. OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISION	8
8.1 Constatation du service fait	8
8.2 Réfaction.....	9
8.3 Arrêt de l'exécution des prestations	9
8.4 Décision	9
ARTICLE 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	9
ARTICLE 10. FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS	10
10.1 Clause environnementale	10
ARTICLE 11. PENALITES	10
11.1 Pénalités pour retard relatives à l'exécution des prestations	10
11.2 Pénalités en cas de travail dissimulé	11
11.3 Pénalités en cas de remise tardive de documents	11
11.4 Pénalités pour absence aux réunions.....	11

ARTICLE 12. ASSURANCES	11
ARTICLE 13. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS	11
ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE	11
14.1 Résiliation pour faute	11
14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général	12
ARTICLE 15. LITIGES	12
ARTICLE 16. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	12
16.1 Documents à produire tous les six mois.....	12
16.2 Documents à produire tous les ans.....	13
16.3 Modifications dans la structure du Titulaire.....	13
ARTICLE 17. DEROGATIONS	13

ARTICLE 1. OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire la réalisation d'un inventaire physique tournant sur 4 ans. Il consiste à constater les biens non amortissables et les biens amortissables sur un périmètre de sites déterminé chaque année, de réaliser l'étiquetage des biens sans étiquette, ainsi que le rapprochement entre l'inventaire physique et les immobilisations comptables.

Le marché comprend également la production de procédures de mise à jour de l'inventaire physique, ainsi que l'exécution de prestations concourant à la pérennisation de cet inventaire.

1.2 Procédure de passation

La présente consultation est passée en procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 et R. 2131-12 du code de la commande publique.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché mono-attributaire à prix global et forfaitaire.

1.4 Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique, la consultation n'est pas allotie car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes et la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5 Délai d'exécution

Le diagnostic, la production des méthodes et procédures liées à sa pérennisation, et la réalisation de l'inventaire physique et sa réconciliation avec l'inventaire comptable doivent aboutir avant le 31 décembre de chaque année. Quant aux livrables, ils peuvent être rendus au plus tard fin janvier de l'année n+1.

Les candidats devront présenter une proposition de calendrier détaillé de chaque phase.

1.6 Durée du marché

Le présent marché s'exécute à compter de sa date de sa notification. Le démarrage des prestations aura lieu suite à une réunion transversale de lancement du marché. Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le marché prend effet pour une durée ferme de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois par décision tacite pour une période de douze (12) mois chacune, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

Dans l'hypothèse où l'OFII souhaiterait ne pas reconduire le marché, il doit en informer le titulaire au plus tard 60 jours avant la date de fin de période.

En application de l'article R2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction dudit marché.

La décision de reconduction ou non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

1.7 Prestations similaires

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'OFII se réserve la possibilité de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires.

1.8 Lieu d'exécution

Les prestations d'inventaire physique sont effectuées sur l'ensemble des sites de l'OFII (siège et directions territoriales). Cependant, la DAIL et la DSI ont bien défini les périmètres des sites qui sont à inventorier chaque année. Il y a deux types d'inventaire : Inventaire sur le terrain et inventaire à distance notamment pour les RE à l'étranger et les DT de petite taille (annexe 2 – liste des sites à inventorier par an).

ARTICLE 2. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

2.1. Cotraitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, ainsi que par l'article 3.1 du CCAG-Fournitures courantes et services 2021.

2.2. Sous-traitance

Les règles relatives à la sous-traitance sont fixées par les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du code de la commande publique, les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du même code, ainsi que par l'article 3.2 du CCAG-Fournitures courantes et services 2021.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe « Bordereau de prix unitaires » (BPU);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- l'offre technique du titulaire en ce compris le Cadre de Réponse Technique dûment renseigné ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à déclarer pour acceptation tout sous-traitant et pour agrément de ses conditions de paiement selon les conditions définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Les régimes de paiement du sous-traitant, du versement de l'avance et de la cession et du nantissement des créances du sous-traitant sont soumis aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

ARTICLE 4. PRIX

4.1 Forme des prix

Le présent marché est traité à prix forfaitaires conformément à la proposition financière qui précisera un prix par année d'exécution.

Les prix sont complets et réputés intégrer l'ensemble des dépenses nécessaires à la réalisation des missions notamment :

- Frais de déplacement sur les DT d'Île-de-France ;
- Frais de participation aux réunions ;
- Frais de secrétariat ;

S'agissant des frais de déplacement éventuels pour la prestation « recensement physique », ils ne sont pas pris en compte dans le prix forfaitaire.

Les frais de transport hors Île-de-France et d'hébergement sont pris en charge par l'OFII aux conditions et tarifs des remboursements de frais de mission des agents de l'OFII en mission (sauf exception, le transport s'effectue

en seconde classe pour les trajets par voie ferroviaire et en classe économique pour les trajets par voie aérienne.) et sur présentation de la facture. Les frais de restauration restent à la charge du titulaire.

4.2 Révision des prix

Les prix du marché indiqués dans l'annexe financière « bordereau des prix unitaires » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).

Les prix sont fermes pendant la période initiale du marché puis révisibles annuellement à la date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

$$P1 \text{ (prix révisé)} = P0 \text{ (prix initial)} \times (M / Mo)$$

P1 = prix unitaire révisé ;

P0 = prix unitaire à la date de remise des offres,

M = dernier indice du cout horaire du travail ICHTrev-TS- information et communication applicable à la date de révision du prix (ou du dernier indice connu à cette date) ;

Mo = dernier indice du cout horaire du travail ICHTrev-TS- information et communication connu au mois de remise des offres

Le titulaire doit faire parvenir à l'OFII sa demande de révision des prix par courrier quinze (15) jours calendaires avant la date anniversaire du marché. Sans réponse de l'OFII dans le mois qui suit la réception de cette demande, la révision est réputée acceptée. En cas de silence du titulaire, le marché sera reconduit aux conditions initiales.

En cas de disparition de l'indice de référence, il est pris en compte l'indice de remplacement proposé par l'Insee ainsi que la méthodologie proposée par l'Insee pour assurer le cas échéant le lien entre l'ancien et le nouvel indice. L'indice ne pourrait excéder 3%.

ARTICLE 5. REGLEMENT DES COMPTES

5.1 Mode de règlement

Les sommes dues au titulaire sont réglées au fur et à mesure de l'exécution des prestations commandées, après exécution et vérification du service fait par le représentant de l'OFII.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses de révision et des pénalités.

5.2 Présentation des demandes de paiement

- Modalités de paiement :

Les prestations donnent lieu à l'établissement de factures payables au terme échu.

- Présentation de la facture :

L'ordonnateur des dépenses est le Directeur Général de l'OFII.

Le comptable assignataire des dépenses, chargé des paiements, est désigné dans l'acte d'engagement.

La facture est dématérialisée. Elle est transmise par voie électronique via le portail de facturation des administrations publiques « **Chorus Pro** » (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- - la référence du marché ;
- - le nom et l'adresse du titulaire ;
- - le numéro et son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- - la date et le numéro du bon de commande ;
- - la date et le lieu d'exécution de la formation ;
- - la description des prestations exécutées ;
- - la quantité (nombre total de sessions) ;
- - le prix unitaire ;
- - le taux et le montant de la T.V.A ;
- - le total HT et TTC de la facture ;
- - la signature du titulaire.

Les factures tiennent compte éventuellement de la prise en compte de réfections ou/et de l'application de pénalités.

ARTICLE 6. AVANCE

Une avance de 10% du prix forfaitaire annuel toutes taxes comprises fixé dans l'acte d'engagement sera accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-10 et R. 2191-24 à R. 2191-26 du code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement.

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 7. ENGAGEMENT DES PARTIES

7.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations ou documents ne peuvent être, sans autorisation expresse du représentant de l'OFII, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre du marché et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le titulaire s'engage par ailleurs à ne pas utiliser la référence à son marché avec l'OFII à des fins publicitaires sans l'accord écrit préalable du représentant de l'OFII.

Tout manquement, même minime, aux règles du secret sont susceptibles d'entraîner la résiliation du marché, ainsi que des poursuites judiciaires du titulaire et de ses agents fautifs.

Le titulaire s'engage à détruire l'ensemble de la documentation remise par l'OFII à la fin du marché.

En cas de violation de ces dispositions par le titulaire, le marché est résilié de plein droit pour faute, sans

préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

7.2 Obligations générales du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- mettre en place la prestation en respectant les modalités prévues dans les bons de commande ;
- réaliser l'ensemble des prestations dans les délais imposés par l'OFII ;
- assurer un niveau de qualité des prestations conforme aux usages professionnels et aux stipulations du marché ;
- alerter sans délai l'OFII de toute situation anormale concernant l'exécution de la prestation ;
- respecter l'ensemble des spécifications du présent marché ;
- respecter toutes les prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité ;
- respecter les mesures de contrôle du personnel ;
- participer, à la demande de l'OFII et en tant que de besoin, à toute réunion en lien avec l'exécution de la mission ;
- réaliser les prestations conformément à la législation, à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et d'alerte à l'égard de l'OFII, s'il décèle des dysfonctionnements potentiels lors de l'exécution de ses prestations. Il s'engage à signaler tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution du présent marché.

En outre, le titulaire du marché s'engage à :

- désigner nominativement un / des chef(s) de projet correspondant pour l'OFII et ses directions territoriales, interlocuteur(s) chargé(s) de la mise en œuvre de ce marché dans sa globalité ;
- En cas de modification de son calendrier d'intervention, le titulaire en avertira l'OFII dans un délai de vingt-quatre heures.

Le titulaire devra être autonome en ce qui concerne les déplacements de son personnel.

Le titulaire devra disposer de ses propres équipements et matériels, nécessaires pour mener à bien sa mission.

Le titulaire devra constituer un calendrier d'intervention lui permettant de mener à bien sa mission.

7.3 Obligations générales de l'OFII

L'OFII s'engage à mettre à disposition toute la documentation et contacts permettant au titulaire d'exécuter les différentes prestations du marché dans des conditions optimales.

ARTICLE 8. OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISION

8.1 Constataion du service fait

Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, l'OFII dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur, dans un délai maximal de sept jours ouvrés, les prestations mises au point.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai maximal de deux jours ouvrés, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui, durant ce délai des 7 (sept) jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur a le choix, à l'expiration de ce délai, d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

8.2 Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés, à compter de la demande faite par le pouvoir adjudicateur.

8.3 Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur peut décider, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. Chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

8.4 Décision

Les décisions après vérification et notamment l'admission, l'ajournement et le rejet des prestations sont effectuées en application des articles 33 et 34 du CCAG-Fournitures et prestations de service 2021.

Le montant de la réfaction est fixé en fonction du prix de la prestation, la part non réalisée n'étant pas due au titulaire.

ARTICLE 9. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 26 du CCAG-FCS, l'OFII est propriétaire des résultats des prestations réalisées dans le cadre du présent marché.

Par conséquent, le titulaire cède à l'OFII à titre exclusif, l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur qui lui sont dévolus par la loi, et notamment, de façon non limitative :

- le droit d'exploitation,
- le droit de traduction,
- le droit de reproduction sur tout support, connu ou inconnu,
- le droit de représentation par tous moyens, connu ou inconnu,
- le droit de commercialisation et d'usage,
- les droits d'utilisation, d'adaptation et de modification, de tous les éléments fournis par le titulaire au titre du présent marché.

La présente cession est faite pour la durée de la protection par les droits d'auteur, y compris les prolongations qui pourraient y être apportées, et pour le monde entier.

Il est par ailleurs entendu que les données fournies par l'OFII au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché restent la propriété de l'OFII.

Les transferts de propriété auront lieu aux dates d'admission. Toutefois, en cas de résiliation du marché et ce, pour quelque cause que ce soit, l'OFII deviendra propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des documents et études réalisés au titre de ce marché ou en cours d'exécution.

L'OFII peut communiquer à des tiers les résultats des prestations résultant de l'exécution du marché.

L'OFII peut librement publier les résultats des prestations.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs. Il garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du marché. Si la personne publique est victime d'un trouble de jouissance des livrables fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

La personne publique, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments de prestations, s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire, dans un délai de quinze jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue ;
 - l'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;
- accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique.

ARTICLE 10. FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS

L'OFII notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception. En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

10.1 Clause environnementale

L'OFII soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 11. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à l'application de pénalités.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement des dites pénalités.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités ne pourra toutefois pas excéder 10 % du montant total annuel du marché.

11.1 Pénalités pour retard relatives à l'exécution des prestations

Lorsque les délais d'exécution ou d'intervention prévus au CCTP sont dépassés, sans que la responsabilité en soit imputable à l'OFII, le Titulaire encourt une pénalité, sans mise en demeure préalable, calculée au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

Dans laquelle :

- P = montant de la pénalité ;
- V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur HT des prestations en retard ;
- R = nombre de jours ouvrés de retard par rapport aux délais d'exécution convenus.

11.2 Pénalités en cas de travail dissimulé

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le Titulaire encourra des pénalités d'un montant de 10 % du montant du marché déjà réglés.

Le montant des pénalités ne pourra dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

11.3 Pénalités en cas de remise tardive de documents

Tout retard de rendu de document par le Titulaire fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard.

11.4 Pénalités pour absence aux réunions

Toute absence du Titulaire à une réunion de suivi pourra faire l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100 € HT par absence.

ARTICLE 12. ASSURANCES

Le titulaire devra justifier dans un délai de 15 jours maximum à partir de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité civile à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Sur demande de l'OFII, le titulaire produit les attestations d'assurance nécessaires en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

ARTICLE 13. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

Le règlement amiable des litiges s'opère en vertu des dispositions du chapitre VI du CCAG-FCS et des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique sur le règlement amiable des litiges. Le règlement à l'amiable d'un litige est facultatif et peut être refusé par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE

14.1 Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R. 2143-6 et suivant du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code précité, il peut être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'OFII se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

14.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans le cas où l'OFII souhaite mettre fin au marché pour motif d'intérêt général, celui-ci est résilié à la date fixée dans la décision notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations réellement exécutées.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, le montant de l'indemnité de résiliation accordée au titulaire est obtenu en appliquant au montant forfaitaire annuel restant à exécuter pour la période annuelle en cours, un pourcentage de 4%. Le calcul de l'indemnité de résiliation s'effectue conformément à l'article 33 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15. LITIGES

Conformément à l'article R. 312-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif territorialement compétent est celui dans le ressort duquel a légalement son siège l'autorité qui, soit en vertu de son pouvoir, soit par délégation, a pris la décision attaquée ou a signé le contrat litigieux.

Les litiges survenant entre la personne publique et le titulaire sont portés devant le tribunal administratif de Paris (siège de l'OFII). En cas de litige, la loi française est seule applicable.

ARTICLE 16. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Conformément au décret n°2021-631 du 21 mai 2021, applicable à partir du 1^{er} novembre 2021, les entreprises dont le siège est situé en France sont dispensées de produire un extrait d'immatriculation au registre national du commerce et des sociétés (extrait K-Bis) lorsqu'elles répondent à une procédure de passation d'un marché public. En lieu et place du K-Bis, ces dernières devront communiquer leur numéro SIREN afin que l'acheteur puisse procéder aux vérifications nécessaires à l'examen des candidatures (notamment celles relatives aux cas d'exclusion de la commande publique).

16.1 Documents à produire tous les six mois

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du Code du travail, le titulaire devra produire tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois.

Le titulaire doit également communiquer la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :

- 1° sa date d'embauche ;
- 2° sa nationalité ;
- 3° le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

Des pénalités pourront être appliquées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. Le montant de ces pénalités est fixé à 200 euros par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10 % du montant annuel hors taxes des prestations et 75 000,00 euros.

Les modalités d'application des pénalités sont définies conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du code du travail.

Lorsque l'OFII est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du code du travail, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation.

Le titulaire mis en demeure devra apporter à l'acheteur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai fixé à l'article L.8222-6 du code du travail.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R. 8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Le montant des pénalités applicables est, au plus, égal à 10% du montant annuel hors taxes des prestations et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

16.2 Documents à produire tous les ans

A compter de la date de notification du marché, le titulaire doit produire tous les ans et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents suivants :

1°/ Une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1.

2°/ Les attestations d'assurances

16.3 Modifications dans la structure du Titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'OFII les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'acheteur dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent marché et le Titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non-communication des modifications, le marché pourra être résilié pour faute du Titulaire.

ARTICLE 17. DEROGATIONS

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG / FCS :

Article du CCP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG / FCS
3	Documents contractuels	Ordre de priorité des pièces du marché	4.1
8.1	Constatation du service fait	Délai pour observation	23.2
11	Pénalités	Formule de calcul et montant	14.1
14.2	Résiliation	Montant	33

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent cahier des clauses particulières prévalent sur celles du CCAG-FCS.